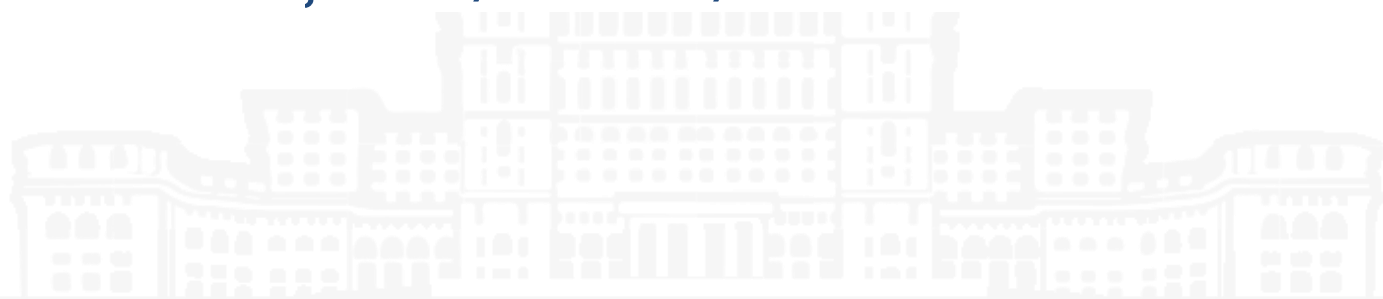


Réunion des Présidents de la COSAC

20-21 janvier, Bucarest, Palais du Parlement



Présentation des priorités de la Présidence roumaine du
Conseil de l'Union Européenne

Informations de base

Entre le 1er Janvier et le 30 Juin 2019, la Roumanie détient pour la première fois dans son histoire la présidence rotative du Conseil de l'Union Européenne.

La Roumanie aura, principalement, la responsabilité d'avancer dans les négociations du Conseil concernant la législation de l'UE, d'assurer la continuation de l'agenda UE et de la bonne coopération entre les États membres et les institutions européennes – la Commission, le Parlement européen et le Conseil de l'Europe/Conseil de l'Union européenne.

La Roumanie détiendra la présidence rotative du Conseil de l'Union européenne dans un contexte marqué par plusieurs défis qui ont un impact sur les vies des citoyens et sur les gouvernements des États membres.

Les priorités de la présidence de la Roumanie se concentreront sur quatre axes de travail : (a) assurer une croissance soutenable et équitable pour tous les États membres, à travers un niveau élevé de convergence, innovation, digitalisation et connectivité ; (b) le maintien d'une Europe sûre ; (c) la consolidation du rôle global de l'UE et (d) la promotion de la solidarité en tant que valeur commune de l'Europe. Pendant la préparation et l'exercice de la Présidence, la Roumanie intensifiera le dialogue sectoriel avec la Commission Européenne pour contribuer à la réalisation de ces objectifs ambitieux.

Premier Pilier: „Europe de la convergence”

La présidence roumaine du Conseil de l'UE visera à assurer la convergence et la cohésion en Europe afin d'obtenir des opportunités de développement durables et égales pour tous les citoyens et tous les États Membres, en renforçant la compétitivité et en réduisant les écarts de développement, en favorisant la connectivité et la numérisation, en stimulant l'esprit d'entreprise et en consolidant la politique industrielle européenne.

Objectifs principaux:

- faire avancer le processus de négociation du Cadre Financier Pluriannuel 2021-2027.
- développer la dimension sociale de l'UE, par le biais de l'application du Socle Européen des Droits Sociaux.
- faire progresser l'agenda dans les domaines économique et financier, afin de stimuler la croissance et l'investissement, d'approfondir l'Union Économique et Monétaire et de soutenir les réformes structurelles.
- promouvoir la recherche et l'innovation, la numérisation et la connectivité, afin d'accroître la compétitivité de l'économie et de l'industrie européennes.

Deuxième Pilier: „Une Europe plus sûre”

La présidence roumaine du Conseil de l'UE visera à consolider une Europe plus sûre grâce à une cohésion accrue entre les États Membres de l'UE face aux nouveaux défis de sécurité qui menacent la sécurité des citoyens et en soutenant les initiatives de coopération sur le terrain.

Objectifs principaux:

- consolider la sécurité intérieure en renforçant la coopération entre les États membres et de la même manière, l'interopérabilité des systèmes de sécurité de l'UE, en protégeant la sécurité des citoyens, des entreprises et des institutions publiques dans le cyber-espace et en améliorant la résilience globale de l'Union aux cyber-attaques.
- poursuivre la lutte contre le terrorisme
- facilitant la mise en œuvre du Parquet Européen
- accorder une attention accrue aux questions de migration, sur la base d'une approche globale de l'action au sein de l'UE et sur la promotion de la coopération avec les pays d'origine et de transit, ainsi que faciliter le dialogue entre les États Membres en vue de trouver des solutions permettant de garantir une politique européenne de migration et d'asile durable et efficace.

Troisième Pilier: „L'Europe en tant qu'acteur global”

Au cours de son mandat de Présidence du Conseil de l'UE, la Roumanie soutiendra le renforcement du rôle global de l'UE en promouvant la politique d'élargissement, l'action européenne dans son voisinage, la mise en œuvre de la stratégie globale et la garantie des ressources nécessaires pour l'UE et la mise en œuvre de tous les engagements globaux de l'UE.

Objectifs principaux:

- promouvoir le renforcement des capacités de défense et de sécurité de l'UE en lien étroit avec des processus similaires au sein de l'OTAN, l'accent étant mis sur la consolidation du partenariat stratégique UE-OTAN.
- soutenir le développement de l'action dans le domaine de la Politique de sécurité et de défense commune (PSDC), principalement en consolidant les mécanismes actuels tout en assurant la synergie des nouveaux instruments, tels que: L'examen annuel coordonné en matière de défense (EACD), Fonds européen de la défense et la Coopération structurée permanente.
- faire progresser le processus d'élargissement de l'UE afin de renforcer la sécurité intérieure et extérieure.
- promouvoir des actions coordonnées et cohérentes dans le voisinage de l'UE, en célébrant le dixième anniversaire du lancement du Partenariat Oriental, en réaffirmant l'importance de la mer Noire dans l'agenda de l'UE, notamment dans la perspective du relancement de la Synergie de la mer Noire.

- promouvoir les intérêts commerciaux par la consolidation du multilatéralisme et la modernisation du système commercial multilatéral et par l'élargissement des Accords de partenariat économique et de libre-échange.

Quatrième Pilier: „L'Europe des valeurs communes”

La présidence roumaine du Conseil de l'UE vise à stimuler la solidarité et la cohésion de l'UE par la promotion des politiques luttant contre la discrimination, des politiques pour l'égalité des chances et le traitement égal entre les hommes et les femmes, ainsi que en impliquant davantage les citoyens, en particulier les jeunes, dans les débats européens.

Objectifs principaux:

- promouvoir la lutte efficace contre le racisme, l'intolérance, la xénophobie, le populisme, l'antisémitisme tout en décourageant le discours de la haine.
- promouvoir la lutte contre la désinformation en ligne et les fausses nouvelles (fake news) à travers une meilleure éducation médiatique et en développant des mécanismes européens favorisant les bonnes pratiques de lutte contre la désinformation.
- promouvoir et soutenir les initiatives législatives concernant le progrès social, l'égalité de chances entre les hommes et les femmes, la réduction des écarts de développement, ainsi que la garantie de l'accès à l'éducation et à la formation des catégories défavorisées.
- lutter contre la discrimination sur le marché du travail et dans l'environnement des entreprises, ainsi que contre les écarts de rémunération entre hommes et femmes.